



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 17 SEPTEMBRE 2007

N° 339 PRIX 0,60 Euro



TOUS ENSEMBLE CONTRE

LES ATTAQUES DE SARKOZY-FILLON

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial
Tous ensemble contre
les attaques de Sar-
kozy-Fillon

Page 3
Côte d'Ivoire
Contre la vie chère,
il faut une meilleure
répartition des
richesses

Page 5
Sénégal
Quand Wade traîne les
pieds pour organiser
le procès de l'ancien
dictateur Habré

Page 8
Mali: Un an après la
signature de paix
avec la rébellion...

Page 10
Immigration: Regrou-
pement familial, le
gouvernement serre la
vis

ABONNEMENT
FRANCE:

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait
uniquement en espèces
ou en timbres-poste
courants.

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

**TOUS ENSEMBLE CONTRE
LES ATTAQUES DE SARKOZY-FILLON**

Le gouvernement s'apprête à mener une offensive de grande envergure contre le monde du travail. Pour satisfaire les désirs du MEDEF, patronat français, l'âge de départ à la retraite serait relevé à 62 ans et plus. Le nombre d'années de cotisation pour un taux plein serait fixé à 42 ans. Tous ceux qui exercent un travail pénible comme les ouvriers des chaînes de production ou comme ceux du bâtiment (secteurs où les travailleurs immigrés sont nombreux) seraient au premiers rang des victimes de ces funestes dispositions si ces mesures étaient mises en application. Cela aurait comme conséquence pour de nombreux travailleurs de s'user au labeur jusqu'à la mort. Certains salariés âgés seraient selon le désir de leur employeur jetés à la porte avant l'âge requis et être considérés comme chômeurs pour, au bout de compte toucher une pension réduite.

Dans un premier temps le gouvernement s'apprête à porter ses attaques contre ce qu'on appelle les régimes spéciaux de retraite. Les premiers visés sont les travailleurs des chemins de fer, du métro, de l'électricité et du gaz et certains secteurs comme les dockers. Les petits avantages dont bénéficient les travailleurs de ces secteurs souvent pénibles, préservés grâce à de nombreuses années de lutte, sont présentés aujourd'hui comme des « privilèges » par le patronat. A l'heure actuelle certains de ces secteurs sont en voie de privatisation, c'est-à-dire d'être livrés à l'appétit de grandes sociétés pour lesquelles seuls comptent les profits réalisés pour le compte des actionnaires.

Si le patronat et le gouvernement ne rencontrent pas trop de résistance dans leurs attaques contre ces catégories, ils se sentiront les mains libres pour imposer des reculs significatifs à tous les travailleurs. Ces coups durs contre les doyens ne sont pas les premiers du genre. En son temps, Balladur alors Premier ministre, ami et prédécesseur des dirigeants actuels, avait allongé la durée de cotisation de

retraite de deux ans et demi pour le secteur privé. Il avait aussi revu à la baisse les pensions en les faisant baser sur les 25 meilleures années de travail au lieu des dix dernières.

Le gouvernement actuel, dans la continuité de ses prédécesseurs de droite comme de gauche, fait semblant d'ignorer que la productivité a beaucoup augmenté. Aujourd'hui un actif produit deux à trois fois plus qu'il y a trente ans. Seulement les bénéficiaires de cette productivité sont monopolisés par la classe capitaliste qui en veut toujours plus. Cela fait que malgré toute une vie de labeur, un travailleur meurt de nos jours aussi pauvre qu'au début de sa vie active.

Pendant ce temps les jeunes en âge d'entrer dans la vie active se voient les portes fermées dès le départ. Beaucoup d'entre eux

finissent par basculer dans la marginalité avec ses conséquences désastreuses dans les cités ouvrières des banlieues.

En 1995, les grandes grèves du secteur public, cheminots en tête, avaient réussi à faire reculer Alain Juppé qui a dû retirer le plan qui portait son nom avant d'être lui-même écarté de son poste de Premier ministre.

Que le gouvernement de Sarkozy et Fillon se méfie donc de la réaction des travailleurs. Ces derniers ont la force de le faire reculer comme ils l'avaient fait contre Juppé et plus récemment avec la jeunesse en 2006, sous Villepin. L'arrogance et le mépris que porte Sarkozy à l'égard du monde du travail et surtout les attaques qu'il est en train de mener contre les travailleurs finiront par faire éclater la colère qu'il mérite

CÔTE D'IVOIRE

CONTRE LA VIE CHÈRE IL FAUT UNE MEILLEURE RÉPARTITION DES RICHESSES

La vie est tellement devenue chère qu'il n'y a pas une seule famille d'ouvrier qui peut dire aujourd'hui qu'elle arrive à s'en sortir. C'est le calvaire au quotidien, pour tous. Le revenu de la famille n'arrive plus à satisfaire le minimum vital. Durant ces dernières vacances, dans la majorité des familles ouvrières, tout le monde a été mis à contribution, plus que les années passées : les garçons en âge de cirer les chaussures proposent leur service dans les lieux publics pour essayer d'apporter quelques pièces de monnaie à la maison; ceux pouvant tenir une machette se sont rendus au campement ou au village d'origine pour s'y livrer à des travaux champêtres, pour peu qu'ils aient trouvé les moyens de s'y

rendre. Quant aux filles, elles se sont transformées en marchandes, vendant de menus objets ou des victuailles à côté de leur mère, pour gagner un peu de sous. Malgré cette contribution générale, la misère y est quand même permanente. Comme tous les ans, à cette même période de l'année, la rentrée scolaire s'annonce et avec elle, un nouveau casse-tête à résoudre.

La question de savoir : comment faire pour que le salaire suffise à satisfaire les besoins vitaux de la famille, se pose à tous ceux qui n'ont que leur force de travail pour assurer leur subsistance.

Et pourtant, ce ne sont pas les moyens qui manquent dans ce pays. Les richesses sont visibles. Seule

la répartition est mal faite. Il faut être aveugle pour ne pas voir l'opulence dans laquelle vit une minorité d'individus pendant que la majorité croupit dans la misère !

Aujourd'hui, la vie est devenue tellement chère que même les médecins de la fonction publique sont entrés en grève, suivis dans une moindre mesure par les infirmiers. Les employés de la Sodeci ont, eux aussi, déposé un préavis de grève. Alors si tous ceux-là qui ne sont pourtant pas les plus mal lotis en sont arrivés là, c'est que la situation des salariés est devenue intenable.

Et il n'y a pas que les salariés. Des milliers de gens n'ont pas forcément un revenu salarial. Mais c'est grâce à leur contribution, aux menus services que

les adultes et les adolescents rendent que l'existence quotidienne de toute une couche de gens aisés et moins aisés est facilitée dans la plupart des quartiers. Sans l'apport quotidien de toutes ces petites gens qui s'activent de façon informelle pour trois sous, la vie serait vite paralysée dans tous les quartiers. C'est une forme d'exploitation qui n'est pas forcément salariale mais qui existe en grande échelle dans notre pays aujourd'hui.

Alors, la colère est grande et elle ne se limite pas seulement à ceux qui ont la « chance » d'avoir un salaire officiel. Il est urgent que les pouvoirs publics prennent des mesures contre la flambée actuelle des prix qui frappe de plein fouet tous ceux qui font que la société tourne.

CÔTE D'IVOIRE

L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX

Le coût de la vie a considérablement augmenté ces derniers temps à telle enseigne que mêmes les médias d'Etat ne peuvent plus passer sous silence la grogne des populations. Le prix des produits de grande consommation ont connu une augmentation : le sac de riz de 50 kg est passé de 12.000 à 14.000 francs; le kilogramme du sucre roux est passé de 500 à 600 francs; le litre d'huile de 650 à 800, voire 850 francs dans certains quartiers. Il va pareillement pour le savon et tout le reste.

La presse d'Etat "Fraternité Matin", pour justifier ces augmentations, évoque cet exemple, s'agissant du prix de l'huile et des produits dérivés : « la tonne d'huile de palme sur le marché international est passée d'environ 200.000 francs début 2006 à environ 400.000 francs à la fin de mai 2007 ». Ce journal ne dit pas, par contre, à combien les trusts de l'huile de palme

paient-ils la tonne de graines de palmes aux petits producteurs; à combien paient-ils leurs ouvriers ? Bien évidemment, de ce côté-là rien n'a changé !

Mais que fait le gouvernement pour freiner cela ? Il a pris des mesures qu'il sait insuffisantes pour faire baisser la tension. La TVA de 18 % ne sera parait-il pas appliquée sur ces produits pendant quelque temps. Mais les grossistes vont-ils répercuter ce pourcentage en baissant les tarifs de vente aux consommateurs ?

Et pourtant si le gouvernement voulait réellement faire quelque chose, il pourrait baisser les énormes taxes qu'il perçoit dans chaque litre de carburant vendu dans ce pays. Cela aurait une répercussion sensible et générale sur tous les produits. Mais il n'en fait rien, parce qu'il choisit de

financer ses gros chantiers de Yamoussoukro. Il préfère pressurer la population plutôt que de mettre fin à ces investissements de prestige qui n'apportent aucun mieux être à la majorité. Une partie de

cet argent va dans la poche des dignitaires par le biais des détournements. Une situation contre laquelle il est impératif de mettre un grand coup d'arrêt.

SÉNÉGAL

QUAND WADE TRAÎNE LES PIEDS POUR ORGANISER LE PROCÈS DE L'ANCIEN DICTATEUR HABRÉ

Visiblement, le président du Sénégal, pays où l'ancien dictateur tchadien a trouvé refuge depuis son éviction par un coup d'Etat en 1994, n'est pas très chaud pour que cet assassin soit traduit en justice alors que les rescapés de sa barbarie ou bien les familles de ceux qui en sont morts se font de plus en plus nombreux pour exiger son procès.

Dans un premier temps, Abdoulaye Wade s'était réfugié derrière l'argument selon lequel la justice de son pays n'était pas «compétente» pour le juger. Les plaignants se sont alors tournés vers la justice belge qui, elle, avait accepté de demander l'extradition de Habré. Mais Wade ne voulait pas lâcher aussi facilement son protégé. Il avait trouvé le soutien de l'ensemble des chefs d'Etats africains qui, lors d'un sommet de l'Union Africaine, avaient décidé comme un seul homme que ce serait indigne pour eux qu'un des leurs soit traduit en justice en dehors de l'Afrique. Il fut donc question d'organiser ce procès à Dakar. Mais là encore Wade ne se montre pas très pressé pour que ce procès ait réellement lieu. Il prétexte aujourd'hui que son pays n'a pas les moyens financiers pour traduire en justice cet assassin de Habré.

Le coût de ce procès avait été évalué dans un premier temps à plus de 43 milliards de francs Cfa. C'était selon l'argument des

autorités sénégalaises, le prix à payer pour que les « 20 000 à 40 000 victimes et témoins » puissent être entendus à la barre. Ces 43 milliards incluaient aussi par exemple les dépenses de réhabilitation du palais de justice à Dakar, l'équipement en informatique, l'acquisition de véhicules, etc. Par la suite un cabinet d'audit chargé d'évaluer le montant des dépenses a sorti le chiffre de 18,7 milliards de francs CFA. Le gouvernement français se serait engagé à aider financièrement le Sénégal pour lui permettre d'instruire le dossier Habré.

En attendant cette aide, l'ancien dictateur tchadien coule des jours heureux à Dakar. Avec la colossale de fortune qu'il a détournée des caisses de l'Etat, il a arrosé de nombreuses personnalités sénégalaises pour constituer un groupe de pression assez puissant et continuer à vivre en toute tranquillité.

Cette affaire, à travers toutes ses péripéties, montre qu'il y a une solidarité des dirigeants africains entre eux. Tous n'ont certes pas autant de sang que Hissène Habré sur leurs mains, mais aucun d'entre eux n'a les mains propres. Les détournements des deniers publics, la corruption, l'emprisonnement des opposants voire des assassins déguisés en « accidents » sont monnaie courante sur ce continent. Quoi de plus naturel alors que ceux

qui se ressemblent se serrent les coudes. Mais la véritable justice serait qu'un jour tous ceux qui sont opprimés et exploités s'organisent pour mettre fin à tous ces régimes

assassins et corrompus, et au-delà d'eux, à l'impérialisme qui les protège, qui pille et sème la misère et la mort aux quatre coins de la planète.

SÉNÉGAL

L'ÉTAT A TROUVÉ DES MILLIARDS POUR ORGANISER LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE

La capitale sénégalaise abritera le prochain sommet de l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique) prévue pour le mois de

sénégalais.

En bon prince, le président sénégalais a propulsé son propre fils, Karim, à la tête de l'Agence Nationale de l'OCI, qui supervisera l'ensemble de ces travaux. Les rumeurs courent à Dakar selon lesquelles Karim Wade s'octroie à lui-même ou donne à ses proches les contrats pour la réalisation de certains travaux. Mais gare à celui qui osera mener une enquête et surtout la divulguer dans la presse. Il risque d'être poursuivi pour «diffamation» ou « atteinte à la sécurité de l'Etat ». C'est déjà arrivé pour moins que cela.



construction à Dakar d'un échangeur

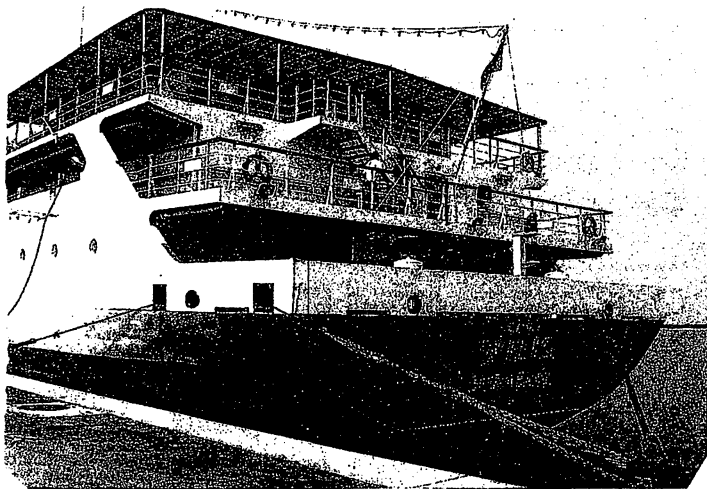
mars 2008. En vue de ce sommet, la ville de Dakar paraît-elle «embellie». Des chantiers sont en cours depuis 2006. Plus de 100 milliards de Francs Cfa sont prévus pour la construction de cinq hôtels de luxe. Des centres de conférence seront également construits. Environ 90 milliards de F Cfa seront investis pour « l'embellissement de la Corniche Ouest ». Cela consistera à creuser des tunnels, construire des échangeurs, un viaduc, des ponts et autres « aménagements paysagers ». Ces travaux sont financés en grande partie par un fonds koweïtien et dans une moindre part par l'Etat

Ce qui est sûr, c'est que Wade a su trouver des milliards pour construire des hôtels de luxe et pour l'embellissement d'un quartier majoritairement habité par des riches, alors que juste à quelques kilomètres de là des centaines de milliers de personnes vivent dans des quartiers où l'insalubrité est permanente, surtout en cette saison d'hivernage où les eaux de pluie inondent les bas quartiers. Mais que des gens meurent à cause des piqûres de moustiques qui pullulent dans ces marécages ou à cause d'autres maladies propagées par la saleté, ce n'est pas le souci de son gouvernement. Ce n'est pas dans ces quartiers que logeront ses invités de marque. Lui-même ou ses ministres n'y mettent presque jamais les pieds.

SÉNÉGAL**"Joola", CINQ ANS APRÈS ON N'EST PAS AVANCÉ**

Les dirigeants de l'Association des familles des victimes de Joola réclament une audience d'urgence au

de voyageurs, et même pour cela il est trop souvent en rade.



Le "Wilis", bateau de remplacement du "Joola", à quai

La Casamance est une région sinistrée à cause du manque de transport efficace. Le "Joola" était le seul navire qui faisait la liaison avec Dakar. Il faisait le transport des personnes et des marchandises en tout genre, en particulier les produits agricoles de cette région vers Dakar. De plus cette région est victime d'une guerre qui dure depuis plus de vingt ans entre le MFDC, le mouvement indépendantiste casamançais et l'armée sénégalaise.

Pourtant la Casamance est une région fertile. Elle est considérée comme le "grenier à riz" du Sénégal. Depuis quelques années, les villages se vident à cause de la guerre, et le manque de transport isole encore plus cette région.

président Wade pour le règlement immédiat de leurs problèmes. En particulier le cas des orphelins qui n'ont aucune aide de l'Etat depuis cinq ans. Pourtant au lendemain du naufrage de "Joola", l'Etat avait promis de faire de ces orphelins des "pupilles de la nation".

Des promesses, Wade en fait à l'approche de chaque élection. Il en fait aussi chaque fois que la population est mécontente au point de descendre dans les rues. Au lendemain du naufrage qui, le 26 septembre 2002, fit 1953 morts, il avait promis de le remplacer par deux bateaux. Il a fallu attendre trois ans pour avoir un bateau en remplacement. Ce fut le "Wilis", navire indonésien, en location, qui est plutôt un genre de Ferry-boat, non adapté au transport de marchandises. Il n'est utile principalement que pour le transport

La seule chose qui a été faite depuis cinq ans, c'est que 1390 personnes ont reçu des chèques pour le paiement des dommages causés par l'accident. Ces paiements concernent celles qui ont déposé leurs dossiers à temps. Il y en a qui n'ont rien reçu parce qu'ils n'ont pas déposé leurs dossiers. Evidemment l'administration ne s'est pas précipitée pour les aider à les déposer.

Lorsqu'il s'agit de satisfaire ses besoins personnels ou ceux de ses sous fifres Wade est bien généreux. Après sa réélection à la présidence il compte avoir un avion personnel. Ensuite, lui qui considérait le Sénat comme une chambre inutile et qui coûtait cher à l'Etat, il l'a remis en place. Et cela a permis à ses nombreux amis d'avoir des postes de privilège. Sans compter qu'il a distribué des nouvelles voitures 4x4 à tous les

députés de l'Assemblée.

Mais lorsqu'il s'agit des petites gens ce n'est vraiment pas

sa préoccupation. Il oublie toutes les promesses qu'il a faites au cours de diverses campagnes électorales.

M A L I

UN AN APRÈS LA SIGNATURE DE PAIX LE NORD EST DE NOUVEAU LE THÉÂTRE DE LA REBELLION TOUARÈGUE

Le 26 août dernier, dans les environs de Tinzaoutène (dans le nord du Mali), une cinquantaine de personnes, civils et militaires maliens, ont été capturées et prises en otages par les partisans d'Ibrahim Ag Bahanga, un des dirigeants de la rébellion touarègue, le même qui le 11 mai 2006 avait signé à Alger, un « accord de paix » avec un ministre du gouvernement malien. Quelques jours plus tard c'est un véhicule transportant des passagers qui saute sur une mine, faisant une dizaine de morts dans les environs de la ville de Kidal. Jusqu'à présent on compte officiellement 16 morts au Mali et deux au Niger.

Les autorités de ces deux pays font en effet face à la même rébellion. Celle-ci a commencé au début des années 1990 et se manifeste par des attaques éclair des casernes, des désertions dans les armées, des attaques contre les véhicules de transports militaires ou civils, etc. En mars 1995 les rebelles de l'« Azawad » signent un premier accord de paix avec les autorités maliennes en mettant symboliquement leurs armes aux bûchers, cérémonies baptisées « Flamme de la paix ». Un an après c'est l'Etat nigérien qui signe la paix. Mais quelques années à peine après la trêve, le conflit reprend jusqu'à la prochaine « paix » et ainsi de suite. Au Mali c'est l'« Azawad » qui dirige le mouvement

tandis qu'au Niger c'est le MNJ (Mouvement Nigérien pour la Justice). Depuis la fin du mois d'août un proche d'Ibrahim Ag Bahanga aurait annoncé la création de l'Alliance Touaregs Niger-Mali (ATNM).

Les revendications de ces deux mouvements sont pour le moins floues. Tantôt ils réclament plus d'infrastructures pour leur région, plus de postes dans l'appareil d'Etat, surtout dans l'armée, tantôt ils demandent une autonomie plus grande pour leur territoire. Au Niger, ils demandent plus de droits sur les retombées de l'exportation de l'uranium extraite dans la région d'Arlit. Un certain nombre de leurs dirigeants ont été bombardés officiers ou sous-officiers dans les armées ou sous-préfets dans l'administration avant de reprendre de nouveaux les armes et monter les enchères. Les intérêts des populations touarègues qui sont disséminées dans toute cette région vaste du Sahara qui va de l'Algérie au Mali, de la Libye au Niger, séparées par des frontières depuis la décolonisation, ne sont pas les véritables soucis de ces dirigeants. Ce qu'ils veulent c'est plus de privilèges, plus d'argent, plus de pouvoir. Et pour parvenir à leurs buts ils se parent, par pure démagogie, de revendications comme le développement de leur région, des infrastructures, des écoles, etc, qui concernent réellement les

populations démunies.

Les armées maliennes et nigériennes ne sont pas en mesure de venir physiquement à bout de cette rébellion. C'est la raison pour laquelle les deux Etats sont réduits à demander l'intermédiation de l'Algérie ou du dictateur Kadhafi pour signer des « accords de paix » qui ne sont respectés ni par les uns ni par les autres. Depuis plusieurs années, les autorités maliennes font des appels du pied à l'impérialisme américain pour leur venir en aide militairement afin de mâter cette rébellion. Il se trouve que Washington considère le désert du Sahara comme une zone d'activité d'une des branches d'Al-Qaïda. Tout récemment les Etats-Unis avaient organisé au Mali une manœuvre militaire dans le cadre du «partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme». La France et l'Royaume-Uni s'y sont associés de même que de nombreux pays africains comme le Sénégal ou le Niger.

L'armée américaine possède

depuis quelques années une base militaire qui ne dit pas son nom au Mali que même les avions militaires maliens ne peuvent survoler. Le 13 septembre dernier, les autorités américaines annoncent qu'un de leurs avions larguant des « vivres » aux troupes maliennes dans le nord du pays, vers la frontière algérienne, avait essuyé des tirs provenant des combattants touaregs. Vrai ou faux, cela pourrait être utilisé comme prétexte par l'impérialisme américain pour renforcer sa présence militaire au Mali et aider par la même occasion les gouvernements malien et nigérien à venir à bout de la rébellion. Il est difficile de dire jusqu'à quel point l'armée américaine va s'y investir. Nous ne savons pas dans quelle mesure les populations touarègues se retrouvent dans le combat des organisations nationalistes qui parlent en leur nom. Mais une intervention militaire, avec ou sans la participation directe des Etats-Unis, ne fera qu'aggraver la situation déjà difficile des populations de cette vaste région.

M A L I

OU SONT PASSÉS LES 13 MILLIARDS INVESTIS DANS LE RAIL ?

Les usagers du chemin de fer entre Kayes et Bamako sont fatigués des mauvaises conditions de transport. Les wagons sont de plus en plus vétustes, les rails ne tiennent plus et il arrive souvent que le train déraille. Il faut alors attendre des heures et des heures, parfois en pleine nature. Des promesses ont été faites par le pouvoir pour remédier à cet état de fait. Mais ce n'étaient que des paroles en l'air. Lorsqu'il s'était rendu dans la ville de Kayes au mois de mars dernier pour tenir un meeting électoral, le président malien avait déclaré: "Je vous avais promis, le train de voyageurs. Il

est là. Nous avons acheté 38 voitures avec toutes les commodités. Cela a coûté plus de 13 milliards de F CFA. Bientôt le trafic va être effectif et toutes les gares seront ouvertes progressivement". Mais jusqu'ici, les habitants n'ont pas vu grand chose. Le Collectif citoyen pour la restitution intégrée du rail malien (Cocidirail) qui dénonce la privatisation du rail (cédé à Transrail) ainsi que les promesses non tenues de Toumani Touré, déclare que : "Tout ce que les populations ont vu, avant et après leur vote, c'est une nouvelle locomotive qui tire les vieilles rames de voitures. Et pour cause,

sur les trois machines acquises, deux provenant d'Argentine n'étant pas neuves, mais on ne les voit même plus". Quant aux gares qui devraient être ouvertes, elles sont toujours fermées depuis la privatisation du chemin de fer.

Le Cocardrail rappelle que la privatisation du rail "a jeté dans la rue 618 travailleurs et détruit l'économie des villages et des régions entières avec la fermeture de

26 gares et arrêts pour n'exploiter que 10 sur les 36 du territoire malien. Les acquis sociaux des travailleurs (permis de circulation, rente viagère, gratuité des soins médicaux) ont été déclarés caducs et foulés aux pieds".

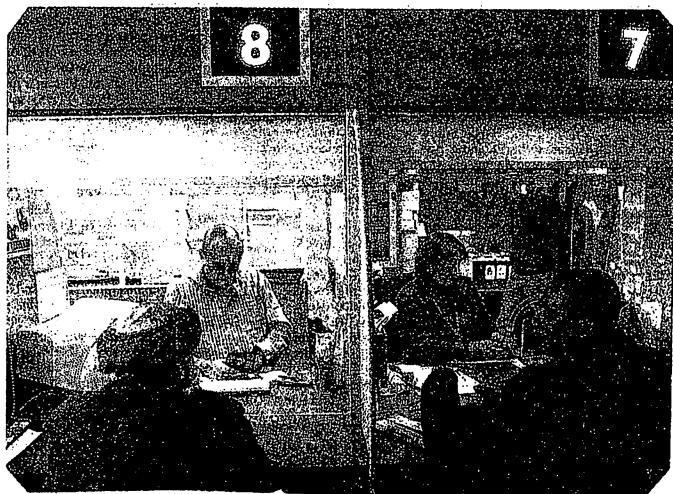
Ce qui est sûr en tout cas, c'est que les 13 milliards que le président malien prétend avoir investi pour le bien des passagers ne sont pas perdus pour tous.

IMMIGRATION

REGROUPEMENT FAMILIAL LE GOUVERNEMENT SERRE LA VIS

Sous prétexte que dans certains pays africains comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, les deux Congo, le

les travailleurs immigrés qui cherchent à faire venir leurs femmes ou enfants auprès d'eux en France vont être traités comme des criminels à qui on va prélever du sang pour comparaisons.



Accueil des étrangers
dans un bureau

Togo, Madagascar, ou les Comores, 30% à 80% des actes officiels d'état civil fournis par les familles pour solliciter des demandes de regroupement familial seraient des faux, un élu de droite (UMP) a proposé un amendement pour résoudre le problème. Il a demandé tout bonnement des tests ADN pour authentifier ces actes.

Ainsi, si cet amendement passe,

Cette nouvelle condition est tout simplement scandaleuse et odieuse. On ferme encore plus la porte aux familles qui désirent - c'est la moindre des choses, et c'est normal- vivre ensemble.

Si une telle proposition était adoptée, ce serait un nouveau coup dur porté à la plupart des travailleurs immigrés africains qui ont au moins 2 à 3 enfants à charge y compris ceux des frères, cousins ou des enfants adoptés. Déjà les conditions de regroupement familial sont difficiles à réunir. Par exemple il faut obtenir un certificat d'hébergement, vivre dans un logement décent et correct ou fournir les 12 derniers fiches de paie, etc.

Peu de travailleurs peuvent remplir ces conditions; s'il faut encore inclure des tests ADN, ce sera encore plus dur. C'est une manière de fermer un peu plus la porte à tout regroupement familial.

IMMIGRATION**GRÂCE À LA LUTTE QUELQUES FAMILLES
ONT REUSSI À ÊTRE LOGÉES**

Les 150 personnes composées en majorité de familles africaines qui étaient expulsées des logements



Aubervilliers: tentative d'expulsion
des familles par la police

sociaux de l'Office public d'habitation à loyer modéré (OPHLM) qu'elles occupaient à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), campaient depuis deux mois dans la cour de l'école Joliot-Curie, et réclamaient un relogement pour tous.

Les négociations avec le maire n'ont pas abouti; elles traînaient en longueur. Alors, à plusieurs reprises, les policiers ont essayé, en vain de les disperser par la force. La dernière tentative, qui a également avorté, a eu lieu le 6 septembre : des forces de l'ordre, à la demande du maire d'Aubervilliers, sont venues détruire les tentes pour obliger les sans-logis à quitter les lieux. Au cours de cette brutale tentative de dispersion, trois sans-logis ont été blessés et cinq autres arrêtés. Les familles ont été bousculées, et jetées hors de la cour de l'école.

Mais elles ont tenu bon. Grâce aux associations de soutien comme le DAL, elles ont reçu de nouvelles

tentes, et campent cette fois dans la rue, devant la cour de l'école. Certains habitants du quartier, révoltés par les brutalités policières, sont venus spontanément apporter leur soutien.

Face à la détermination des familles, la municipalité de Bobigny s'est alors engagée, le 10 septembre, à les reloger, à condition d'être en situation régulière et de pouvoir payer un loyer modéré. Les sans-logis ont accepté les propositions des autorités, et ont plié leurs tentes. Leur lutte a au moins abouti à ce qu'ils soient logés.

Le problème de l'insuffisance de logements sociaux ne touche pas seulement les travailleurs émigrés mais l'ensemble des travailleurs et des couches pauvres de ce pays. C'est une question qui dépasse largement le cadre des municipalités et il ne s'agit pas d'accuser spécialement celles-ci, et encore moins les municipalités dirigées par le Parti Communiste car c'est encore elles qui proposent le plus de logements sociaux: Celle de Neuilly par exemple, dont le maire était jusqu'à ces derniers temps un certain Sarkozy, ne met presque aucun logement à disposition des plus démunis. Les gouvernements qui se sont succédé en France, qu'ils soient de gauche ou de droite n'ont apporté aucune solution réelle à ce problème pourtant très vieux. Car pour cela il faut avoir la volonté politique de s'en prendre aux intérêts des exploités, des grands propriétaires, des promoteurs immobiliers. Cette question fait partie des combats du mouvement ouvrier pour la défense de ses intérêts

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.